

20 Novembre 2013

Chers Directeur général de l'OMC et Gouvernements Membres

Ne diluez pas la proposition du G33: lors de la ministérielle de l'OMC à Bali, rééquilibrez les règles globales sur les subventions agricoles et soutenez les stocks publics pour garantir les moyens d'existence et la consommation alimentaire des pauvres.

En tant que membres de la société civile globale, nous demandons au directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, Roberto Azevedo, et aux présidents des pays membres, de prendre très au sérieux la question de la sécurité alimentaire dans les pays en développement et de ne pas faire de la proposition du G33 sur les stocks publics de nourriture une mascarade, en demandant aux pays en développement d'accepter le texte actuel sur la clause de paix.

Dans le monde en développement, des millions de personnes, pour la plupart pauvres, n'ont toujours pas d'accès basique et minimal à la nourriture. Selon la FAO, 868 millions de personnes étaient sous-alimentées en 2011 – 2012, dont 304 millions en Asie du Sud et 234 millions en Afrique sub-saharienne. Pire: presque 3,1 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans meurent chaque année de malnutrition (statistiques de la faim, PAM 2013).

En même temps, dans une économie globale volatile, des millions de petits paysans sont engagés dans l'agriculture de subsistance et la production précaire de nourriture pour s'assurer les moyens d'existence de base et répondre à leurs besoins alimentaires et à ceux de leur pays. L'éradication de la pauvreté globale et de la faim serait impossible sans la résolution de ces problèmes. Il est clair que l'économie globale, malgré sa croissance, n'a pas réussi à tenir compte des paysans pauvres et des consommateurs de nourriture dans la grande majorité des pays en développement et des PMA. En somme, ils ont encore besoin du soutien de leur gouvernement, avec l'aide de la communauté internationale.

Cependant, les règles du commerce multilatéral institutionnalisées par l'OMC font qu'il est impossible pour les gouvernements des pays en développement de fournir ce soutien. Lorsque le GATT (le prédécesseur de l'OMC) a été négocié, tous les pays en développement, à l'exception de 17, qui n'octroyaient pas de subventions à ce moment -là, ont été interdits d'augmenter leurs subventions et ils ont dû accepter une limite de 10% de production additionnelle qui pourrait être donnée en-dehors de ces subventions.

Par contre, les pays développés, qui ont octroyé des subventions massives à leur secteur agricole, ont été priés de réduire les subventions qui ont un effet de distorsion sur les échanges de 20% seulement. De plus, ils ont été autorisés à déplacer la plupart de leurs subventions vers une « boîte verte » qui a été décrétée comme n'ayant pas d'effet de distorsion sur les échanges. Il est maintenant largement admis que les deux type de subventions ont de graves effets de distorsion sur les échanges et qu'ils ont fait baisser les prix, encouragé le dumping de produits agricoles subventionnés dans les marchés des pays en développement et menacé l'accès au marché global pour les paysans des pays en développement.

L'héritage tordu de l'OMC a résulté dans un grand déséquilibre dans la production agricole globale, sa distribution et son système de commercialisation. Ceci a empêché les gouvernements des pays en développement de fournir le soutien fondamental à leurs nombreux petits producteurs, ou à de pauvres

consommateurs par des mesures directes, des processus publics de stockage de nourriture soutenus par les prix ou autres, même si financièrement ils sont maintenant en mesure de le faire. Par exemple, la Loi sur la sécurité alimentaire récemment promulguée par l'Inde, qui vise à fournir une quantité minimale de nourriture aux pauvres - 67% de la population - va nécessiter un budget de 20 millions USD et entrer directement en conflit avec les limites fixées par l'OMC. Les obligations imposées par l'OMC vont empêcher l'Inde de mettre entièrement en œuvre sa Loi sur la sécurité alimentaire.

Cette juxtaposition particulière des règles commerciales agricoles de l'OMC a amené le groupe G33 des pays en développement à présenter une proposition sur la sécurité alimentaire à l'OMC qui prévoit que les programmes alimentaires publics pour soutenir les moyens d'existence des petits paysans et la consommation alimentaire des pauvres devraient être considérés comme faisant partie de la « boîte verte » et autorisés sans limites en changeant l'Accord sur l'agriculture (AA) existant.

Les règles de l'OMC prévoient qu'une subvention par le soutien aux prix doit être calculée en utilisant la différence entre le prix extérieur de référence fixé et le prix appliqué administré. Le prix de référence a été fixé au prix fob moyen (prix free on board – prix à la production jusqu'à la cargaison) notifié par chaque pays en 1986 – 1988. Comme le « prix extérieur de référence fixé » est beaucoup plus bas que les niveaux minimaux de soutien des prix, la subvention tend à être exagérée par rapport à la réalité. De plus, toute la production « éligible » pour recevoir le soutien et non la « véritable » production doit être la base du calcul de la subvention, ce qui augmente encore plus les subventions. Evidemment, pour de grands pays en développement, la subvention totale calculée dans les vastes programmes de soutien des prix tend à exagérer beaucoup le soutien financier réel donné aux paysans.

De l'autre côté, le soutien interne total des Etats-Unis a augmenté de 61 milliards USD à 130 milliards USD entre 1995 et 2010. Les soutiens internes de l'UE, qui ont diminué de 90 milliards d'euro en 1995 à 75 milliards d'euros en 2002, ont augmenté de nouveau à 90 milliards en 2006 et à 79 milliards en 2009. Une mesure plus large de protection des paysans, connue comme « estimation du soutien total », montre que les subventions agricoles des pays de l'OCDE ont augmenté de 350 milliards USD en 1996 à 406 milliards USD en 2011.

Malheureusement, la proposition du G-33 s'est heurtée à une opposition ferme des pays développés, notamment les Etats-Unis et l'UE. Ce malgré le fait qu'en 2010, les pauvres en Inde ont reçu en moyenne seulement 58 kg par personne, 3.1 fois moins que les 182 kg par personne des 80 millions de bénéficiaires d'aide alimentaire en céréales aux Etats-Unis. C'est aussi 4.2 fois moins que les 241 kg chacun des 46.6 millions de bénéficiaires du Programme d'assistance de nutrition supplémentaire (SNAP) ou du programme des bons alimentaires aux Etats-Unis.

Une vive inquiétude vient de ce que tous les éléments de la proposition du G33 ont été rejetés pour considération à Bali et qu'une clause de paix (ou clause de restriction appropriée) sur la proposition du G33 est actuellement le seul élément discuté à l'OMC. Une clause de paix veut dire que l'utilisation de ces soutiens reste illégale, mais que les membres de l'OMC ne vont pas saisir le mécanisme de règlement des différends pendant cette période.

Le directeur général, Roberto Azevedo, a proposé un texte « à prendre ou à laisser » sur la clause de restriction appropriée pour Bali. Mais elle n'est censée être en vigueur que pendant quatre ans et ne

garantit pas qu'une solution permanente puisse être trouvée. De surcroît, les conditions qui seraient imposées sont sévères. La clause anti-contournement/de sauvegarde demande aux pays membres «d'assurer que les réserves alimentaires achetées dans le cadre de ces programmes n'ont pas un effet de distorsion sur le commerce ». Cette large condition peut rendre presque impossible pour tout pays en développement l'utilisation de cette mesure. Ceci va diluer la clause de paix qui est déjà faible en, la rendant complètement inefficace et signerait l'arrêt de mort pour des millions de pauvres en Inde et dans d'autres pays en développement.

Il faut donc agir maintenant. Avant qu'il ne soit trop tard, avant que des millions de gens meurent parce que leurs frères et sœurs – les leaders globaux – ont été incapables de s'élever au-dessus de leurs agendas myopes. Avant que des centaines de milliers d'enfants ne puissent pas aller à l'école, jouer ou rire parce qu'ils sont trop affaiblis par la faim. Avant que des millions de personnes se couchent le soir sans savoir ce qu'ils vont donner à manger à leur famille le lendemain.

Dans le labyrinthe complexe de la création de normes, c'est les pauvres et les marginalisés qui sont privés des moyens d'existence et d'un accès minimal à la nourriture. Les règles globales remettent en question les achats publics de biens et services essentiels dans les pays en développement. Il est important que l'OMC traite ces problèmes lors de la 9^{ème} conférence ministérielle cruciale de Bali, s'il doit réaliser un agenda de développement de Doha qui ait du sens.

Nous, en tant que membres de la société civile, appelons donc la communauté globale, y compris le directeur général de l'OMC et les chefs des Etats membres, à traiter cette question et à faire les changements nécessaires dans l'Accord sur l'agriculture pour permettre aux pays en développement d'utiliser ces subventions pour des programmes alimentaires publics afin de soutenir les paysans et les consommateurs pauvres. Nous demandons que vous ne vous moquiez pas de centaines de millions de personnes dans le monde en acceptant une clause de paix qui est inutilisable et néfaste pour des solutions à long terme. Nous vous invitons à vous assurer que les règles du commerce international jouent en faveur des peuples du monde et pas contre eux.

Signé par

International and Regional Organizations and Networks		
1	ACP Civil Society Forum	The Forum is a coalition of 80 not-for-profit organisations working on issues relating to ACP-EU development cooperation. It seeks to cater for the diverse range civil society development issues within the wide geographic coverage of the ACP group.
2	Action Aid International	Action Aid International is working with over 15 million people in 45 countries for a world free from poverty and injustice.
3	Africa Trade Network (ATN)	The ATN, which has observer status with the African Union and the UN-ECA and strong relations with UNCTAD, has been a key vehicle for TWN-Africa's work on issues of trade and investment policy in Africa.
4	Arab NGO Network for Development (ANND)	The Arab NGO Network for Development (ANND) is a regional network, working in 12 Arab countries with seven national networks (with an extended membership of 200 CSOs from different backgrounds) and 23 NGO members. ANND advocates for more sound

		and effective socio-economic reforms in the region, which integrate the concepts of sustainable development, gender justice, and the rights-based approach.
5	APRODEV	APRODEV is the Brussels-based association of European development and humanitarian aid organisations that work closely with the World Council of Churches (WCC). Its members are : Bread for All, Bread for the World, Christian Aid, Church of Sweden, Cimade, DanChurchAid, Diakonia, EAEZ, EED, FinnChurchAid, Kerkinactie Global Ministries, HEKS/EPER, Hungarian Interchurch Aid, ICCO, Icelandic Church Aid, Norwegian Church Aid Observers are the World Council of Churches, the Lutheran World Federation and ACT.
6	Asia Pacific Mission for Migrants (APMM)	A regional migrant centre working in the Asia Pacific and Middle East region.
7	Dignity International	Dignity International's vision is of a world in which everyone enjoys human rights and lives in dignity; free from fear, poverty and discrimination. Dignity International advocates with, connects, and supports the empowerment of deprived and struggling communities in claiming their human rights, and creating social justice around the world.
8	Eastern and Southern Africa Small-scale Farmer's Forum (ESAFF)	ESAFF is a network of small holder farmers that advocate for policy, practice and attitude change that reflects the needs, aspirations, and development of small-scale farmers in east and southern Africa. ESAFF operates in 13 countries.
9	IBON International	IBON initiates and implements international programs, develops and hosts international networks, initiates and participates in international advocacy campaigns, and establishes regional and country offices. IBON strengthens links between local campaigns and advocacies to international initiatives.
10	International Trade Union Confederation (ITUC)	The ITUC is the global voice of the world's working people. The ITUC, Global Union Federation represents 176 million workers in 156 countries and territories and has 325 national affiliates.
11	LDC Watch	LDC Watch is a global alliance of national, regional and international civil society organisations (CSOs), networks and movements based in the Least Developed Countries (LDCs).
12	Oxfam	Oxfam is an international confederation of 17 organizations networked together in more than 90 countries, as part of a global movement for change, to build a future free from the injustice of poverty.
13	Pax Romana ICMICA Asia	Global network of Catholic leaders committed to justice, peace and creation.
14	People's Coalition on Food Sovereignty (PCFS)	The PCFS is a growing network of various grassroots groups of small food producers particularly of peasant-farmer organizations and their support NGOs, working towards a People's Convention on Food Sovereignty.
15	Peoples' Health Movement	The PHM is a global network bringing together grassroots health activists, civil society organizations and academic institutions from around the world, particularly from low and middle income countries (L&MIC) with a presence in around 70 countries.

16	Pesticide Action Network - Asia and the Pacific (PAN-AP)	PAN AP is one of the five regional centres of PAN, a global network dedicated to eliminating the harm caused to humans and the environment by pesticides and promoting biodiversity-based ecological agriculture.
17	Pesticide Action Network (PAN) Africa	PAN Africa is an information and action network and a member of Pesticide Action Network International, a global coalition of voluntary groups, non-governmental organisations, civil societies, research institutes, scholars, and citizens working towards the adoption of sound ecological practices to replace the use of hazardous chemical pesticides.
18	Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (PIDHDD)	La PIDHDD es un actor político, conformado por Capítulos Nacionales que articulan organizaciones sociales e instituciones de la sociedad civil, que promueve la plena vigencia y realización de los derechos humanos; Actualmente, se cuenta con capítulos nacionales constituidos y en funcionamiento en 16 países del continente americano: Argentina, Bolivia, Brasil, Chile, Colombia, Dominicana, Ecuador, El Salvador, Haití, Guatemala, México, Nicaragua, Paraguay, Perú, Uruguay y Venezuela.
19	Public Services International (PSI)	Public Services International (PSI) is a global trade union federation dedicated to promoting quality public services in every part of the world. PSI brings together more than 20 million workers, represented by 650 unions in 150 countries and territories.
20	Social Watch	Social Watch is an international network of citizens' organizations struggling to eradicate poverty and the causes of poverty, to ensure an equitable distribution of wealth and the realization of human rights.
21	Southern and Eastern African Trade, Information and Negotiations Institute (SEATINI)	An African initiative to strengthen Africa's capacity to take a more effective part in the emerging global trading system and to better manage the process of Globalization.
22	Third World Network (TWN)	Third World Network (TWN) is an independent non-profit international network of organisations and individuals involved in issues relating to development, developing countries and North-South affairs.
23	Third World Network (TWN) Africa	TWN-Africa co-ordinates the Africa Trade Network which was established in 1998 by TWN-Africa, and has over 25 members from 15 countries in Africa.

National Organizations and Individuals		
24	Fórum das Organizações Não Governamentais Angolanas (FONGA)	Angola
25	Gilbert Agricultural and Rural Development Centre (GARDC)	Antigua and Barbuda
26	Australian Fair Trade and Investment Network (AFTINET)	Australia
27	Kannan Srinivasan Adjunct Research Fellow School of Political and Social Inquiry, Monash University	Australia
28	The International Grail Network for Justice in Trade Agreements	Australia
29	Information Group on Latin America (IGLA)	Austria
30	Civil Society Bahamas	Bahamas
31	Equity and Justice Working Group Bangladesh (EquityBD)	Bangladesh

32	Barbados Association of Non Governmental Organisations (BANGO)	Barbados
33	11.11.11	Belgium
34	Africa Europa Faith and Justice Network	Belgium
35	CNCD-11.11.11	Belgium
36	SOS Faim – Belgique	Belgium
37	Belize Enterprise for Sustainable Technology	Belize
38	JINUKUN	Benin
39	René M. SEGBENOU	Benin
40	Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement (GRAPAD)	Benin Republic
41	Grupo de Trabajo de Cambio Climático y Justicia (GTCCJ)	Bolivia
42	Botswana Council of Non Governmental Organisations (BOCONGO)	Botswana
43	Federação Nacional dos Trabalhadores e Trabalhadoras na Agricultura Familiar (FETRAF)	Brazil
44	Central Única dos Trabalhadores (CUT)	Brazil
45	Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura (CONTAG)	Brazil
46	Instituto EQUIT	Brazil
47	Rede Brasileira Pela Integração dos Povos (REBRIP)	Brazil
48	Network of Civil Society Organizations for Sustainable Food Security (ROSSAD)	Burkina Faso
49	Cadre de concertation des OSC pour le suivi du CSLP (CdC/CSLP)	Burkina Faso
50	Civil Society Organization Network for Development (RESOCIDE)	Burkina Faso
51	Action Développement et Intégration Régionale (ADIR)	Burundi
52	Africa Development Interchange Network (ADIN)	Cameroon
53	Collectif des ONG pour la Sécurité Alimentaire et le développement Rural en abrégé (COSADER)	Cameroon
54	Conseil des ONG Agrées du Cameroun (CONGAC)	Cameroon
55	Cambodian Human Right Actions Committee	Cambodia
56	Canadian Foodgrains Bank	Canada
57	Kari Polanyi Levitt, Canada	Canada
58	Association Commerciale, Agricole, Industriel et du Service (ACAISA)	Cape Verde
59	Conseil Inter ONG En Centrafrique (CIONGCA)	Central African Rep.
60	Centre d'Information et de Liaison des ONG (CILONG)	Chad
61	Central Unitaria de Trabajadores de Colombia (CUT)	Colombia
62	Fabio Arias Giraldo, General Secretary, CUT	Colombia
63	Instituto Latinoamericano Para Una Sociedad Y Un Derecho Alternativos, ILSA,	Colombia
64	Conseil de Concertation des ONGs de Développement (CCOD)	Congo
65	Cook Islands Association of Non-Governmental Organisations (CIANGO)	Cook Islands
66	Sociedad Económica de Amigos del País	Cuba
67	Conseil National des ONG de Développement (CNONGD)	D.R. Congo
68	Kalingo Carib Council	Dominica
69	Alianza ONG	Dominican Republic
70	Fernando Rosero, Centro Andino para la Formación de Líderes Sociales	Ecuador
71	Red De Accion Ciudadana Frente Al Libre Comercio E Inversion, Sinti Techan	El Salvador
72	Forum des ONG pour le Développement Durable (FONGDD)	Eq. Guinea
73	Alliance for Food Sovereignty in Africa (AFSA)	Ethiopia
74	Ethiopian Consumer Society (ECS)	Ethiopia

75	Institute for Sustainable Development	Ethiopia
76	Movement for Ecological Learning and Community Action (MELCA)	Ethiopia
77	Sue Edwards	Ethiopia
78	Cotonou Task Force	Ethiopia
79	Poverty Action Network in Ethiopia (PANE)	Ethiopia
80	Europe Écologie Greens	France
81	Francoise Alamartine, d'Europe Ecologie les Verts	France
82	Solidarité	France
83	Concertation Nationale Des Organisations paysannes et des Producteurs (CNOP)	Gabon
84	Worldview	Gambia
85	Agricultural Workers Union of TUC	Ghana
86	Inter Agency Group of Development Organizations (IAGDO)	Grenada
87	Confederación De Unidad Sindical De Guatemala (CUSG)	GUATEMALA
88	Federation de Femmes Entrepreneurs et Affairs de la CEDEAO (FEFA)	Guinea
89	Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (INEI)	Guinea-Bissau
90	Women Across Differences (WAD)	Guyana
91	Plateforme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA)	Haïti
92	Programme de Plaidoyer Pour une Intégration Alternative (PPIA)	Haïti
93	Federacion de Sindicatos de Trabajadores de la Agroindustria (FESTAGRO)	Honduras
94	Fundación Cosecha Sostenible de Honduras (FUCOHSO)	Honduras
95	All India Drug Action Network	India
96	Alliance for Democratization of Agricultural Research in South Asia [ADARSA]	India
97	Alliance for Food Sovereignty in South Asia [AFSSA]	India
98	Amitava Guha, Confederation of Indian Trade Unions	India
99	Annakili, Unorganised Workers Union, Vellore	India
100	Aruna Rodriguez, Sunray Harvesters	India
101	Asha Kisan Swaraj	India
102	Bhagirath Lal Das, Former Ambassador to the WTO	India
103	Bharatiya Krishak Samaj	India
104	Centre for Organisation Research & Education	India
105	Chandra, Women's Education and Economic Development Trust	India
106	Commission on Justice, Peace and Creation, National Council of Churches in India	India
107	Community Media Trust	India
108	Confederation of Indian Traders (CAIT)	India
109	Centre of Science and Technology for Rural Development (COSTFORD)	India
110	Deccan Development Society	India
111	Delhi Network of Positive People	India
112	Dr. K. Prabhakar, Professor, SRM University, SRM Nagar, Chennai,	India
113	Dr. Ms Mahtab S. Bamji, INSA Honorary Scientist, Dangoria Charitable Trust,Hyderabad	India
114	Focus on the Global South-India	India
115	Forum for Biotechnology & Food Security	India
116	Green Souls	India
117	Hind Mazdoor Sabha (HMS)	India
118	India FDI Watch	India
119	India Resource Center	India
120	Indian Social Action Forum (INSAF)	India
121	Initiative for Health & Equity in Society	India

122	Inter Cultural Resources	India
123	IT for Change	India
124	Jan Swasthya Abhiyan	India
125	Jayati Ghosh, Professor, Jawaharlal Nehru University	India
126	Kavita Srivastava, on behalf of the Steering Committee of the Right to Food Campaign	India
127	K. Pandu Dora, Convenor, Adivasi Aikya Vedika	India
128	LOCOST	India
129	Madhusudhan, Yakshi	India
130	Madhyam	India
131	Madras Christian Council of Social Service	India
132	Malini Chakravarty, Senior Economist, Economic Research Foundation	India
133	Millet Network of India [MINI]	India
134	Mira Shiva, Health and Women's Rights Activist	India
135	National Hawker Federation	India
136	New Trade Union Initiative (NTUI)	India
137	Omkar Bhaskar, India	India
138	Oxfam India	India
139	Ponnuthai, Kalanjium Women farmers Association	India
140	Prof. J. George [Phd. Economics, Delhi School of Economics]	India
141	Regional Centre for Development Cooperation (RCDC)	India
142	Reji K. Joseph, Assistant Professor, Central University of Gujarat	India
143	Research Foundation for Science Technology & Ecology	India
144	Rythu Swarajya Vedika	India
145	Sheelu, Women's Collective	India
146	Smitha Francis, Economist	India
147	Southern Action on Genetic Engineering [SAGE]	India
148	Sundari, Tamilnadu Resource Team	India
149	Udhayam Capuchin Franciscan Peace Centre	India
150	Uma Shankari , Rashtriya Raithu Seva Samithi,	India
151	Utsa Patnaik, Professor Emeritus, Jawaharlal Nehru University	India
152	Vikas Rawal, Professor, Jawaharlal Nehru University	India
153	Diverse Women for Diversity,	India
154	Sagari Ramdas, Anthra-Hyderabad	India
155	Cinta Alam Pertanian - Adonara East Flores	Indonesia
156	Farmer's Initiative for Ecological Livelihoods and Democracy (FIELD Indonesia)	Indonesia
157	Institut Perempuan (Women'Institute)	Indonesia
158	KePPAK Perempuan (Kelompok Peduli Penghapusan Tindak Kekerasan terhadap Perempuan dan Anak)	Indonesia
159	Komite Pemantau Legislatif (KOPEL)	Indonesia
160	Sarekat Hijau	Indonesia
161	VIVAT Indonesia	Indonesia
162	Yayasan Lembaga Konsumen Sulawesi Selatan	Indonesia
163	Confederazione Generale Italiana del Lavoro (CGIL)	Italy
164	Fairwatch	Italy
165	Sergio Cesaratto, Full professor of Economics, University of Siena	Italy
166	Alliance Pour la Reconstruction et le Developpement Post-Conflit (ARDPC)	Ivory Coast
167	Campaign for Social and Economic Justice (CSEJ)	Jamaica

168	Pacific Asia Resource Center (PARC)	Japan
169	Kenya Human Rights Commission (KHRC)	Kenya
170	Wote Youth Development Project	Kenya
171	National Council of NGOs	Kenya
172	Kiribati Association of Non-Governmental Organisation (KANGO)	Kiribati
173	Policy Analysis and Research Institute of Lesotho (PARIL)	Lesotho
174	Lesotho Council of NGOs (LCN)	Lesotho
175	West African Women Association (WAWA)	Liberia
176	Plate-Forme Nationale des Organisations de la Societe Civile de Madagascar	Madagascar
177	Malawi Economic Justice Network (MEJN)	Malawi
178	Malawi Economic Justice Network	Malawi
179	Consumer Association of Penang	Malaysia
180	Sahabat Alam Malaysia (Friends of the Earth)	Malaysia
181	Foundation pour le Developpment au Sahel (FDS)	Mali
182	Marshall Islands Council of NGOs (MICNGOS)	Marshall Islands
183	Association for Developement and Promotion of Human Rights (ADPDH)	Mauritania
184	Federation of Democratic Labour Unions	Mauritius
185	Mauritius Trade Union Congress	Mauritius
186	Migration and Sustainable Development Alliance	Mauritius
187	Mauritius Council of Social Service (MACOSS)	Mauritius
188	Alicia puyana Mutis, FLACSO-MÉXICO	Mexico
189	Ignacio Perrotini, Professor, UNAM	Mexico
190	Mujeres Para El Sialogo A.C. (MpD)	Mexico
191	Red Nacional Género Y Economía (REDGE)	Mexico
192	SIEMBRA A.C., Mexico	Mexico
193	FSM Alliance of NGOs (FANGO)	Micronesia
194	National Forum for Mozambiquan NGOs and CBOs (TEIA)	Mozambique
195	Episcopal Commission for Education, Catholic Bishop Conference of Myanmar	Myanmar
196	Myanmar Partnership for Development for Human Resources in Rural Areas (MyanDHRRA)	Myanmar
197	Namibia Non-Governmental Organisations Forum Trust	Namibia
198	Nauru Island Association of NGOs (NIANGO)	Nauru
199	Rural Reconstruction Nepal (RRN)	Nepal
200	Both ENDS	Netherlands
201	Jacques van Nederpelt, Wijk bij Duurstede	Netherlands
202	Working Group Food justice	Netherlands
203	Devinder Sharma, Chair, Forum for Biotechnology & Food Security	New Delhi
204	Action, Research and Education Network of Aotearoa (ARENA-NZ)	New Zealand
205	Edward Miller, chairperson of the Aotearoa Human Rights Lawyers Association	New Zealand
206	Reseau des Organisations de Developpement et Associations de la Defense des Droits de L'homme Et de La Democratie (Rodaddhd)	Niger
207	National du Réseau des Ong de Développement et Associations de Défense des Droits de l'Homme et de la Démocratie (RODADDHD)	Niger
208	African Heritage Institution (AfriHeritage), Enugu	Nigeria
209	African Heritage Institution	Nigeria
210	Alliance pour la Reconstruction et le Developpement Post-Conflit (ARDPC)	Nigeria
211	Chiwuikie Newington Uba	Nigeria

212	Health of Mother Earth Foundation (HOMEF)	Nigeria
213	Labour, Health and human Rights Development Centre	Nigeria
214	The Knowledge and Policy Management Initiative Ltd	Nigeria
215	National Association of Nigerian Traders (NANTS)	Nigeria
216	Niue Island (Umbrella) Association of NGOs (NIUANGO)	Niue
217	Social Alternatives for Community Empowerment	Pakistan
218	Melanesian NGO Centre for Leadership (MNCL)	Papua New Guinea
219	BASE Investigaciones Sociales	Paraguay
220	Federación Nacional De Trabajadores Del Agua Potable Y Alcantarillado Del Perú (FENTAP)	Peru
221	Red Peruana de Comercio Justo y Consumo Ético	Peru
222	Campaign for a Life of Dignity for All (KAMP)	Philippines
223	Knights for Peace, Int'l	Philippines
224	Marie Sol Villalon-National In Mission for Victims of Human Trafficking, Overseas Filipino Workers and their Families, The United Methodist Church in the Philippines	Philippines
225	The Centre for Development Programs in the Cordilera (CDPC)	Philippines
226	WomanHealth	Philippines
227	Rwanda Civil Society Platform	Rwanda
228	Samoa Umbrella for Non Governmental Organisation (SUNGO)	Samoa
229	Forum das Ong de São Tomé e Príncipe (FONG-STP)	Sao Tomé and Príncipe
230	Caritas Sénégal	Senegal
231	Plate-forme des acteurs non étatiques pour le suivi de l'Accord de Cotonou au Sénégal	Senegal
232	Liaison Unit of the non-governmental organisations of Seychelles -(LUNGOS)	Seychelles
233	Civil Society Movement of Sierra Leone	Sierra Leone
234	Development Service Exchange (DSE)	Solomon Islands
235	Somali Organisation for Community Development Activities (SOCDA)	Somalia
236	African Centre for Biosafety	South Africa
237	South Durban Community Environmental Alliance	South Africa
238	Southern and East African Trade Institute (SEATINI)	South Africa
239	Studies in Poverty and Inequality Institute in Johannesburg	South Africa
240	South African NGO Council (SANGOCO)	South Africa
241	Citizens' Coalition for Economic Justice	South Korea
242	Community Empowerment for Progress Organization-CEPO, South Sudan-Juba	South Sudan
243	South Sudan Human Rights Defender Network	South Sudan
244	Iyanola (St.Lucia) Council for the Advancement of Rastafari Incorporated (ICAR)	St. Lucia
245	Windward Islands Farmers' Association (WINFA)	St. Vincent and the Grenadines
246	Stichting Projekta	Suriname
247	Council for NGOs (CANGO)	Swaziland
248	Church of Sweden	Sweden
249	Helvetas Swiss Intercooperation	Switzerland
250	Alliance Sud	Switzerland
251	Chad Acting For The Environment (TCHAPE)	Switzerland

252	International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers' Associations (IUF)	Switzerland
253	International-Lawyers.Org	Switzerland
254	Berne Declaration	Switzerland
255	Tanzania Association of NGOs	Tanzania
256	Tourism Investigation & Monitoring Team	Thailand
257	The Asia Foundation	Timor-Leste
258	Groupe d'Action et de Reflexion sur l'Environnement et le Développement (GARED)	Togo
259	Civil Society Forum of Tonga (CSFT)	Tonga
260	Grassroots Organisations of Trinidad & Tobago (GOTT)	Trinidad & Tobago
261	Korkut Boratav, Professor (retired), Ankara University	Turkey
262	Mustafa Ozer, Professor, Anadolu University	Turkey
263	Tuvalu Association of NGOs (TANGO)	Tuvalu
264	Consumer Education Trust	Uganda
265	Farms Not Factories	UK
266	Harry Shutt, economist, UK	UK
267	The Landworkers Alliance	UK
268	William Gomes, Human Rights Ambassador for Salem-News.com	UK
269	Missionary Oblates of Mary Immaculate	USA
270	American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO)	USA
271	Arthur MacEwan, Professor Emeritus of Economics, University of Massachusetts Boston	USA
272	Center for Women's Global Leadership	USA
273	CODEPINK	USA
274	Community Alliance for Global Justice	USA
275	Global Exchange	USA
276	Haider A. Khan, Global Deep Democracy Network and Korbel School of International Studies, University of Denver, USA	USA
277	International Presentation Association of the Sisters of the Presentation	USA
278	New Rules for Global Finance	USA
279	Peace and Justice Resource Center	USA
280	Public Citizen, USA	USA
281	The Oakland Institute, CA	USA
282	Vanuatu Association of NGOs (VANGO)	Vanuatu
283	Center for Sustainable Rural Development (SRD)	Vietnam
284	Aljawf Women Organization For Development	Yemen
285	Zambia Council for Social Development	Zambia
286	National Association of NGOs (NANGO)	Zimbabwe